



Aujourd'hui, mardi 5 janvier 2021, les personnels de la cité scolaire Bergson-Jacquard étaient massivement en grève (70 % d'enseignants grévistes et la quasi totalité de la vie scolaire), avec celles et ceux du lycée Rabelais qui y sont accueilli-es.

Leur établissement vit une situation intenable : fusion qui rend démesuré ce lycée, accueil à l'improviste des élèves du lycée Rabelais dont résulte un emballement des incidents et violences, surcharge de travail, maltraitance des personnels par un management autoritaire avec absence d'écoute et de concertation, notamment en matière sanitaire... Les DHG sont indigentes, elles ne permettent pas de prendre en charge les difficultés scolaires qui frappent durement les élèves, dont la situation sociale et scolaire s'est fortement dégradée pendant le premier confinement. L'inquiétude des personnels de la cité scolaire, déjà révélée par les grèves des AED en décembre, est maintenant devenue extrême.

Les personnels de la cité scolaire Bergson-Jacquard-Rabelais revendiquent notamment :

- Le renforcement des moyens de vie scolaire, notamment un poste supplémentaire de CPE et deux postes d'AED.
- La limitation du nombre d'élèves à 24 et une DHG permettant davantage de dédoublements.
- La mise en place de temps de concertation pédagogique réguliers.
- L'intégration de la cité scolaire dans une carte élargie de l'Éducation Prioritaire.
- Une solution rapide et pérenne pour que l'ensemble des élèves et personnels du lycée Rabelais soient rassemblé-es sur un même site.
- Une refonte du mode d'affectation des élèves en 2nde aux nombreux effets pervers, afin de d'améliorer la mixité sociale et scolaire.

Dans ce contexte, ils et elles se sont rassemblé-es ce matin devant le rectorat et ont demandé à être reçu-es pour faire entendre ces revendications, ce que le rectorat leur a refusé. Seule une audience le 12 janvier, jour du CTA examinant les « grandes masses », leur a été proposée, ce que les personnels ont ressenti comme du mépris au vu de la situation très dégradée.

Nos organisations syndicales, CGT Éduc'action Paris, SNES-FSU Paris, SUD Éducation Paris, soutiennent et accompagnent les personnels mobilisés-es et jugent inacceptable le traitement méprisant que le rectorat et la région leur a réservé. Nos organisations insistent à nouveau pour qu'une délégation soit reçue d'urgence par la direction académique, avec un représentant de la région.